

**Assemblée générale**

Distr. générale
29 février 2012
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante et unième session,
tenue du 29 août au 2 septembre 2011**

N° 50/2011 (Égypte)

Communication adressée au Gouvernement le 23 juin 2011

Concernant: Maikel Nabil Sanad

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire avait été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat avait été précisé et prolongé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui est applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux applicables acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. Maikel Nabil Sanad, né en 1985, réside habituellement au Caire et est blogueur sur Internet.

4. M. Sanad est connu en Égypte pour avoir annoncé sur son blog qu'il refuserait de faire son service militaire obligatoire dans l'armée égyptienne. Plus récemment, il a critiqué l'armée dans une série d'articles, dans un blog intitulé «L'armée et le peuple n'ont jamais fait bon ménage» et dans plusieurs commentaires sur sa page Facebook. Il a dénoncé les abus commis durant les manifestations par les agents des forces armées et la gestion des manifestations après la chute du régime du Président Hosni Moubarak, le 11 février 2011. À plusieurs reprises, M. Sanad a officiellement déposé des plaintes pénales; la dernière, qui remonte au 22 février 2011 et qui est enregistrée sous le n° 2068-2011, concerne son passage à tabac par des militaires.

5. Le 28 mars 2011, M. Sanad a été arrêté à son domicile. Il a été accusé d'«outrage à l'institution militaire», en vertu de l'article 184 du Code pénal, et de «propagation de fausses nouvelles», en vertu de l'article 102 du Code pénal.

6. Il a été déféré devant la Haute Cour militaire, qui a tenu sa première audience le 30 mars 2011. Le 6 avril 2011, un juge militaire a annoncé qu'il rendrait son jugement le 10 avril 2011. La source indique que, le 10 avril 2011, les avocats de M. Sanad se sont vu refuser l'accès à l'audience et ont été informés qu'elle avait été annulée et qu'aucun jugement ne serait prononcé. Or, le lendemain matin (11 avril 2011), les avocats de M. Sanad ont appris en consultant le rôle d'audience qu'il avait été condamné par la Haute Cour militaire à trois ans d'emprisonnement assortis d'une amende.

7. Premièrement, la source fait valoir que la détention de M. Sanad n'a aucun fondement juridique et est, de ce fait, arbitraire. Bien qu'étant un civil, M. Sanad a été déféré devant une juridiction militaire sur la base du décret du 11 mai 2011, qui a reconduit pour deux années supplémentaires les lois d'exception en vigueur depuis 1981. D'après les informations reçues de la source, ce décret limite le champ d'application des lois d'exception à la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues. Étant donné que les charges retenues contre M. Sanad ne relèvent d'aucune de ces deux catégories, la source fait valoir que le tribunal militaire n'avait de toutes les façons pas compétence pour le juger. En outre, même si l'article 6 du Code de justice militaire prévoit la possibilité de déférer des civils devant des juridictions militaires, ce pouvoir est expressément soumis à une décision présidentielle qui, selon la source, ne pouvait être rendue en l'espèce. La source conclut que la détention de M. Sanad est contraire à l'article 41 de la Constitution égyptienne.

8. Deuxièmement, la source fait valoir que la détention de M. Sanad est une conséquence directe de l'exercice de son droit à la liberté d'opinion et d'expression. Selon la source, le fait que M. Sanad tenait un blog sur l'Internet dans lequel il débattait de différents sujets concernant l'Égypte et d'autres pays est le seul motif de son arrestation et

de sa détention par l'armée. Par conséquent, la source affirme que sa détention est arbitraire en ce qu'elle est contraire à l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en particulier du droit de M. Sanad d'exprimer pacifiquement ses opinions politiques.

9. Troisièmement, la source affirme que la détention de M. Sanad est contraire aux paragraphes 1 et 4 de l'article 9 du Pacte. Selon certains rapports, M. Sanad est privé de sa liberté sans avoir le droit d'interjeter appel de sa condamnation et sans aucune possibilité de contester la légalité de son arrestation et de sa détention. C'est dans ce sens que la source considère que la détention de M. Sanad n'est pas conforme au paragraphe 1 de l'article 14 du Pacte qui garantit que «toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi».

10. Selon la source, M. Sanad n'a pas bénéficié des garanties minimums inhérentes au droit à un procès équitable. Dans le cadre d'une procédure militaire sommaire, les avocats de M. Sanad ont été non seulement privés de la possibilité de plaider devant la Haute Cour militaire, mais ont aussi été empêchés d'assister à l'audience du 10 avril 2011, au cours de laquelle M. Sanad a été condamné. Dans ces conditions, la source fait valoir que la gravité des violations des garanties d'un procès équitable, dont M. Sanad a été victime, est telle que sa détention constitue une privation arbitraire de liberté.

11. D'après les informations reçues, M. Sanad est actuellement détenu à la prison de Tora, au Caire.

Réponse du Gouvernement

12. Le Groupe de travail a transmis une communication au Gouvernement le 23 juin 2011 et regrette que celui-ci n'ait pas fourni les informations demandées. Le 16 août 2011, le Groupe de travail a reçu du Gouvernement égyptien une demande de prolongation d'un mois du délai prévu pour fournir une réponse. Le Gouvernement a indiqué que le but de cette demande de prolongation était de «fournir une réponse complète qui tienne compte des faits nouveaux récents relatifs à l'affaire susmentionnée». Le Groupe de travail ne considère pas que les motifs avancés par le Gouvernement étaient suffisants pour justifier une prolongation, compte tenu en particulier des faits nouveaux intervenus dans l'affaire, à savoir la grève de la faim entamée depuis déjà un certain temps par M. Sanad en signe de protestation contre sa détention et sa condamnation par une juridiction militaire.

Délibération

13. Conformément à ses méthodes de travail révisées, le Groupe de travail est en mesure de rendre un avis sur cette affaire en se fondant sur les communications qui ont été reçues.

14. Dans la présente affaire, la question centrale a trait à la compétence, à la légalité et à l'indépendance de la juridiction militaire qui a jugé M. Sanad, un civil et blogueur qui avait exprimé publiquement ses opinions. La jurisprudence constante du Groupe de travail est que le recours aux tribunaux militaires dans ce type d'affaire constitue une violation des obligations internationales en matière de droits de l'homme (voir, par exemple, l'avis n° 27/2008).

15. Dans son Observation générale n° 32 (2007) relative au droit à l'égalité devant les tribunaux et les cours de justice et à un procès équitable, le Comité des droits de l'homme a réaffirmé que les garanties prévues à l'article 14 s'appliquaient aux juridictions de droit commun et aux juridictions d'exception de caractère civil ou militaire (par. 22). Le Comité a également noté que le jugement de civils par des tribunaux militaires ou d'exception pouvait soulever de graves problèmes s'agissant du caractère équitable, impartial et indépendant de l'administration de la justice. Il a souligné que le jugement de civils par des

tribunaux militaires devrait être exceptionnel, c'est-à-dire limité aux cas où l'État partie peut démontrer que le recours à de tels tribunaux est absolument nécessaire et justifié par des raisons objectives et sérieuses et où, relativement à la catégorie spécifique des personnes et des infractions en question, les tribunaux civils ordinaires ne sont pas en mesure d'entreprendre ces procès.

16. Le Groupe de travail souligne que les procédures des juridictions militaires ou d'exception sont souvent irrégulières. Outre le fait que l'identité et le statut des juges ne sont pas connus de l'accusé, les procès sont entachés d'autres irrégularités telles que l'exclusion des avocats, de la famille et du public. Les autres irrégularités fréquentes sont notamment les restrictions au droit de communiquer avec un avocat, de préparer sa défense, et d'obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins.

17. Les allégations faites dans cette affaire sont suffisantes pour faire apparaître la gravité de la violation des garanties visées par l'Observation générale n° 32. En effet, M. Sanad est un civil et il n'existe pas d'éléments susceptibles de démontrer la nécessité absolue d'un procès militaire. M. Sanad n'a pas bénéficié de conditions de détention qui lui auraient permis de s'entretenir avec un avocat et d'être en mesure de préparer une défense adéquate. Cela constitue une violation des alinéas *b* et *d* du paragraphe 3 de l'article 14. La décision rendue par le tribunal militaire est sans appel, ce qui est en outre incompatible avec les droits dont jouit M. Sanad en vertu du paragraphe 5 de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. De surcroît, M. Sanad n'a pas été autorisé à obtenir la comparution et l'interrogatoire de témoins comme le requiert l'alinéa *e* du paragraphe 3 de l'article 14 du Pacte. Dans ces circonstances, le Groupe de travail considère que la privation de liberté de M. Sanad est arbitraire en raison du caractère inéquitable de son procès et des violations graves des garanties minimales d'une procédure régulière, qui relèvent de la catégorie III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

18. Enfin, le Groupe de travail n'a trouvé aucun fait précis susceptible de justifier la détention de M. Sanad. La seule explication raisonnable est que la détention de M. Sanad est due au fait qu'il avait critiqué l'armée et la police. Il avait récemment critiqué l'armée dans une série d'articles publiés sur Internet. Les plaintes qu'il avait adressées à la police et aux services de sécurité concernant des actes de violence publics commis à son encontre n'ont été d'aucune utilité. Il s'ensuit que la privation de liberté de M. Sanad est également arbitraire en ce qu'elle relève de la catégorie II des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

Avis et recommandations

19. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de Maikel Nabil Sanad est arbitraire et constitue une violation des articles 9, 10, 11 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des articles 9, 14 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, relevant des catégories II et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

20. Le Groupe de travail invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, en libérant immédiatement M. Sanad et en lui accordant une réparation appropriée.

[Adopté le 2 septembre 2011]